

## PMA : les médias snobent-ils les associations homoparentales ?

Publié le 30 avril 2018

**Alors que se terminent aujourd'hui la période consultative des États généraux de la bioéthique, Komitid a voulu prendre la température auprès des associations homoparentales, les oubliées du débat médiatique autour de la PMA.**



Sur le plateau de *L'Émission politique* le 25 janvier 2018, Amélie Georgin est face à Laurent Wauquiez. Cette femme a, avec son épouse, eu recours à la procréation médicalement assistée (PMA) pour donner naissance à leur fille, Garance. La séquence est forte (à partir de 1'21) : Amélie Georgin tient tête au président de Les Républicains, parvient à ne pas le faire dévier sur le sujet de la gestation pour autrui (GPA), rappelle habilement que malgré la devise républicaine de la France, si Laurent Wauquiez revient sur l'adoption plénière en rétablissant l'adoption simple, l'égalité entre toutes les familles ne sera pas garantie.

REPLAY INTEGRAL. L'Emission politique avec Laurent Wauquiez – le 25 janvier 2018 (France 2)



La séquence est forte, elle est aussi peu habituelle. En effet, la présence de personnes ayant eu recours à une PMA s'est faite rare dans les médias. Pour aborder le thème de l'ouverture de la PMA à toutes les femmes, on a vu s'exprimer beaucoup d'opposant.e.s : des représentant.e.s de La Manif pour tous, mais aussi des essayistes, des philosophes, des médecins... De Jacques Testart sur Europe 1 à Eric Naulleau sur Arte à l'automne dernier, en passant par Marianne Durano dans *Salut les Terriens* le 3 février, les anti-PMA pour toutes et tous se font entendre avec force, d'où qu'ils et elles viennent. Peut-on en dire autant des partisan.e.s de cette avancée sociale, et surtout des principales concernées, les couples de lesbiennes et les femmes célibataires ? Komitid s'est penché sur la question.

Nous utilisons des cookies pour vous garantir la meilleure expérience sur notre site. Si vous continuez à utiliser ce dernier, nous considérerons que vous acceptez l'utilisation des cookies.

Les associations homoparentales seraient-elles ignorées par les médias ? Pour Céline Cester, présidente des Enfants d'Arc-en-Ciel, c'est un oui net et franc : « *Il faut le dire : on n'est pas sollicités du tout, résume-t-elle auprès de Komitid. Par contre, il y a une facilité à se tourner vers la personne qui crie le plus fort, ce qui ne signifie pas forcément qu'elle dit les choses les plus intéressantes. C'est ceux qui font le plus de bruit qu'on va re-solliciter plus facilement.* » Derrière ces bruyantes personnalités, la militante vise des représentant.e.s d'organisations conservatrices comme Ludovine de la Rochère (La Manif pour tous), ou Tugdual Derville (Alliance Vita). Sollicité.e.s parfois sans contradicteur, ces personnalités ont tout le loisir de dérouler un argumentaire bien rodé basé sur des éléments de langage abusifs comme les termes de « PMA sans père ».

**Pour parler  
d'homoparentalité, on  
tend souvent des  
intellectuels, des médecins  
qui parlent au nom des  
familles homoparentales »**

Même constat du côté de Marie-Claude Picardat, co-présidente de l'Association des parents gays et lesbiens (APGL) : « *Effectivement, on a l'impression que c'est toujours les mêmes que l'on voit.* » La représentante associative va plus loin en reconnaissant une « faiblesse » dans son propre camp : « *On n'est pas suffisamment entendu.e.s. Pour parler d'homoparentalité, on entend souvent des intellectuels, des médecins qui parlent au nom des familles homoparentales, et dont la connaissance est justement issue de nos associations et de nos familles. On ne nous donne pas la parole, on préfère la donner à des gens qui ont construit un savoir sur notre dos. On ne nous prend pas toujours au sérieux, sauf quand on veut une petite vignette, quand on veut illustrer un discours savant. C'est un peu agaçant.* »

### Concernées... mais pas objectives

Ce manque de visibilité des associations homoparentales dans un débat public et médiatique qui les touche en premier lieu est symptomatique d'une tendance très française à ne pas tendre les micros vers les personnes concernées : « *On considère que les premiers concernés ne sont pas objectifs et qu'il faut donc donner la parole à des sachants qui seront soi-disant plus objectifs,* démontre Marie-Claude Picardat. *Par ailleurs, dans la tête des journalistes, les détracteurs n'ont pas besoin d'être des gens savants puisque c'est juste une question d'opinion. Ils peuvent se permettre d'être de simples avis. On fait donc appel à des gens qui sont juste "pas d'accord" et pas forcément à des gens qui auraient construit un discours compétent dans le domaine.* »

**Dans les médias, on parle  
de migrations sans  
préjugés, on discute de  
racisme entre blancs, etc.  
Pourtant, les premiers  
concernés sont les plus à  
même d'en parler ».**

Dans une tribune publiée sur Streetvox fin septembre 2017, la journaliste et militante lesbienne et féministe Alice Coffin appelait les médias à améliorer leur traitement de la question de la PMA notamment en « *donnant la parole aux concernées* » : « *Dans les médias, on parle de migrations sans migrants, on discute de racisme entre blancs, etc. Pourtant, les premiers concernés sont les plus à même d'en parler. Ils, elles, ne livrent pas seulement un vécu ou un témoignage, mais une expertise. Pour la PMA, nous lesbiennes connaissons les enjeux du débat et avons expérimenté les limites de la loi actuelle. Nous avons donc légitimité à en parler.* » Plusieurs mois après cet appel, les médias ne semblent pas avoir pris la mesure de cette recommandation et continuent à mettre de côté les paroles des couples de lesbiennes et des femmes célibataires.

Depuis l'annonce de Marlène Schiappa en septembre 2017, Céline Cester affirme ne pas avoir été invitée une seule fois pour s'exprimer face à des opposant.e.s à l'ouverture de la PMA, à la télévision.

« *C'est arrivé par le passé, pendant les débats sur le mariage pour tous* », souligne-t-elle avant de

constater : « *Ça fait plus d'un an que je suis présidente des Enfants d'Arc-en-Ciel : je n'ai jamais eu ce type de sollicitation.* » Il suffit d'une simple recherche sur Google pour trouver les noms et les coordonnées des porte-parole des associations homoparentales en France. « *Je pense qu'on n'a pas forcément très envie de nous donner la parole, analyse Céline Cester. Il y a des débats sur lesquels on préfère peut-être entendre des personnalités politiques.* » En témoigne cette séquence de C L'Hebdo où dans un débat face à Ludovine de la Rochère, l'émission a placé... Christophe Castaner, à l'époque porte-parole du gouvernement :

Pour ou contre la PMA ? - C l'hebdo - 16/09/2017



« *Ce qui va nous mettre en colère, c'est que notre association a pu être reconnue à un certain moment pour la qualité de ces*

concernées et en l'occurrence sur la PMA, nous sommes les mieux placées, ce serait logique de nous donner la parole. » Elle déplore aussi une monopolisation quasi totale de la parole par les hommes : « Quand on entend parler des hommes, tout de suite ressort l'amalgame PMA-GPA, c'est systématique. Il est déjà bien entretenu dans le traitement médiatique, mais si en plus on entend des hommes, ça renforce ce côté-là. Je ne dis pas que certains hommes ne sont pas compétents pour en parler, mais je pense que dans l'image de l'opinion publique, entendre une femme, ça fait la différence. »

**Des familles nous disent aujourd'hui qu'elles en ont marre de devoir prouver qu'elles sont comme les autres »**

Au-delà du discours militant et du débat en plateau, l'association des Enfants d'Arc-en-Ciel n'hésite pas à mettre en contact journalistes et familles homoparentales pour montrer leur réalité. Une visibilité qui entraîne parfois une certaine lassitude : « Des familles nous disent aujourd'hui qu'elles en ont marre de devoir prouver qu'elles sont comme les autres, elles n'ont plus envie de se justifier. » Céline Cester souhaiterait que les médias mettent l'accent sur ce qui va bien : « Il y a plein de choses positives dont on ne parle jamais, des expériences qui peuvent se passer dans les écoles, avec le personnel soignant, dans l'entourage. On ne le relaie jamais et on préfère se concentrer sur les difficultés. Je trouve ça dommage. » Si elle reconnaît que montrer les problèmes rencontrés par les familles homoparentales permet de porter des revendications, un discours plus positif permettrait de « montrer que la société est prête, que nos familles ont leur place à part entière. »

## Les États généraux, une solution pour se faire entendre ?

Comment être visible quand les médias ne vous accordent pas de place ? Alors que les débats ont lieu en région, Céline Cester exhorte les adhérentes des Enfants d'Arc-en-Ciel d'aller assister aux tables rondes : « On essaie d'encourager les familles à se mobiliser pour ne pas laisser toute la place à La Manif pour tous, parce que, on le sait, elle est là et elle ne va pas se taire. On essaie que les gens se rendent compte qu'il y a une carte à jouer, même pour les gens qui ne sont pas militants. On n'a pas besoin d'être militant pour être légitimes. »

Pourtant plusieurs associations ont rapporté dernièrement un climat d'agressivité et une impossibilité à débattre tant le fossé entre les participant.e.s est important. Le collectif BAMP, qui rassemble des patient.e.s de l'aide médicale à la procréation (AMP) et des personnes infertiles, évoque ainsi un débat à Angers qui s'est tenu en janvier : « C'est donc une salle comble, de 200 personnes dont les 3/4 venus non pas pour s'informer, débattre, mais bien pour déverser leurs approximations sur ce qu'est l'AMP, pour ne pas écouter ce qui était présenté par les intervenants, impatients qu'ils étaient de déverser leurs haines (car à ce niveau c'est de la haine), de répondre à côté des thèmes présentés. »

**Cette consultation citoyenne n'est pas assez médiatisée. Les anti, eux sont organisés. »**

Même son de cloche à Lyon avec le compte-rendu d'une blogueuse qui conclut avec beaucoup d'amertume : « Cette consultation citoyenne n'est pas assez médiatisée. Les anti, eux sont organisés. C'est ce qui m'a frappée, mercredi. J'arrivais comme une fleur. Ils avaient des dossiers. Je venais pour écouter les autres mais derrière moi, un homme, dès qu'il n'aimait pas ce qui se disait, mimait un violon en imitant bruyamment une trompette. Sur les réseaux sociaux, [...], ils sont partout. Ils composaient 90 % de l'assistance. Et c'est tout cela qui va remonter comme représentatif de la population, à la fin des consultations. Si on abandonne, si on meurt – comme moi ce soir là – de trouille et qu'on ne veut plus y mettre les pieds, il n'y aura plus que leur parole. »

Komitid s'était rendu le 11 avril dernier, à une « rencontre de « contre-expertises » » organisée dans le Marais, à Paris, par l'Espace éthique Île-de-France, dans le contexte des États Généraux. Le premier intervenant pour donner « son opinion sur la PMA » ? Baptiste Laroche, le responsable jeunes du PCD, Parti Chrétien Démocrate fondé par une certaine Christine Boutin. Ensuite, c'est Virginie Tellenne, alias Frigide Barjot, qui avait donné son avis sur « les différences éthiques entre PMA homologues et hétérologue ». De façon surprenante, elle avait proposé « une solution » aux couples de mêmes sexes pour faire des enfants : « l'amitié procréative ». Un hétérosplaining qui avait soulevé l'indignation de l'auditoire majoritairement composé de personnes pro Manif pour tous.

Ce phagocytage du débat par les opposant.e.s n'inquiète pas Marie-Claude Picardat. Elle estime que le déroulement des débats est bien loin de celui de 2013 : « C'est quelque chose qui est beaucoup moins agressif pour nous dans les modalités, tempère-t-elle. Sur le fond du discours, il y a toujours des choses difficiles à entendre, mais il faut aller les chercher. Ce n'est pas comme il y a quelques années où les informations venaient par les médias et étaient répétées de manière insistante. »

## Prochaine étape, une proposition de loi

La fin de la période consultative des États généraux de la bioéthique, c'est aujourd'hui. Ouverte le 18 janvier, la consultation a permis la tenue de 280 débats. Le Comité consultatif national d'éthique, le CCNE, a l'origine de ces États généraux, rendra ensuite un rapport au parlementaire début juin. Un débat parlementaire débutera ensuite cet automne pour réviser, à terme, la loi bioéthique de 2011.

Reste à savoir quand une proposition de loi sur l'ouverture de la PMA sera présentée, par qui, et surtout, ce qu'elle contiendra. Les associations homoparentales que Komitid a contactées sont confiantes, de même que la députée LREM Laurence Vanceucebrock-Mialon qui, dans un entretien accordé à Komitid, s'est montrée très mobilisée et surtout concernée par la question.



**Maelle Le Corre**

Nous utilisons des cookies pour vous garantir la meilleure expérience sur notre site. Si vous continuez à utiliser ce dernier, nous considérerons que vous acceptez l'utilisation des

cookies.

Ok

En savoir plus

## Lire aussi

**Adoption, filiation... le parcours du combattant des couples homosexuels**

**Débat sur la PMA : des dérives réactionnaires dénoncées à Nantes**

**États généraux de la bioéthique : l'incruste continue et tourne à l'absurde**

**La PMA pour toutes va-t-elle entraîner une pénurie de spermatozoïdes en France ?**

Commentaires

Ajouter



**expat** 30 avril 2018 à 17 h 08 min

A titre perso, je ne suis pas du tout confiante sur l'ouverture de la PMA pour toutes les femmes en France. Mais, peut-être est-ce dû au fait que j'ai quitté la France depuis 14 ans pour vivre en Suède. En tout les cas, je souhaite totalement me tromper et que cette égalité soit enfin ouverte à toutes les femmes.